ILCEA

Revue de l'Institut des langues et cultures
d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie

16 | 2012

La culture progressiste à l'époque de la guerre froide

Les diplomaties culturelles de la RFA et de la France face à la guerre froide : quel progressisme pour les politiques culturelles extérieures ?

Die auswärtigen Kulturpolitiken der BRD und Frankreichs im Rahmen des Kalten Krieges: hat es progressive Kulturdiplomatie gegeben?

Elise Lanoë

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/1479>

DOI : 10.4000/ilcea.1479

ISSN : 2101-0609

Éditeur

UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée

ISBN : 978-2-84310-232-5

ISSN : 1639-6073

Référence électronique

Elise Lanoë, « Les diplomaties culturelles de la RFA et de la France face à la guerre froide : quel progressisme pour les politiques culturelles extérieures ? », *ILCEA* [En ligne], 16 | 2012, mis en ligne le 04 juillet 2012, consulté le 22 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/1479> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ilcea.1479>

Ce document a été généré automatiquement le 22 mars 2021.

© ILCEA

Les diplomaties culturelles de la RFA et de la France face à la guerre froide : quel progressisme pour les politiques culturelles extérieures ?

Die auswärtigen Kulturpolitiken der BRD und Frankreichs im Rahmen des Kalten Krieges: hat es progressive Kulturdiplomatie gegeben?

Elise Lanoë

- 1 La recherche sur les politiques culturelles extérieures se situe au croisement de deux domaines principaux : l'histoire diplomatique et l'histoire culturelle. On appelle en effet politique culturelle extérieure l'ensemble des mesures prises par un gouvernement – le plus souvent, par le ministère des Affaires étrangères – afin d'assurer la représentation de sa culture nationale en dehors de ses frontières. Cela passe autant par la mise en place de cours de langue à l'étranger, l'offre de bourses d'études pour les étudiants étrangers, l'envoi de compagnies artistiques en tournées, que par les programmes d'échanges de jeunes, de syndicalistes, de conférenciers. Ce champ met donc en relation des acteurs politiques (diplomates, attachés culturels, etc.) et des acteurs culturels (scientifiques, conférenciers, artistes, enseignants, etc.).
- 2 L'articulation entre l'aspect politique et l'aspect culturel de ces activités peut être chargée positivement, comme le montre, en France, l'importance acquise par la figure de l'écrivain-diplomate, illustrée par les exemples de Chateaubriand, Lamartine, Claudel ou encore Giraudoux¹. De même, la notion de politique culturelle extérieure se fonde sur l'idée d'une complémentarité possible et souhaitable entre les mondes de la culture et du politique. Cependant, durant les années 1960 le lien étroit entre culture et politique extérieure a été remis en question. En France et en RFA, qui sont les deux exemples dont il sera question ici, diplomatie d'État et vie culturelle n'ont pas toujours fait bon ménage. Dans le contexte des guerres coloniales, de l'affrontement Est-Ouest et de la guerre du Vietnam, le mouvement progressiste a connu en France et en RFA une renaissance exceptionnelle, alimentée par les manifestations étudiantes de la fin des

années 1960 et les aspirations tiers-mondistes. Le monde de la culture a été largement touché par ce mouvement. De son côté, la politique culturelle extérieure a eu des difficultés à concilier les intérêts de la diplomatie et les aspirations du monde culturel. C'est cette tension que je souhaiterais étudier ici, à l'exemple des politiques culturelles extérieures de la France et de la RFA telles qu'elles ont été mises en pratique dans un pays touché par la dictature militaire : le Brésil. Le fait que ce pays ait connu successivement un formidable renouveau culturel, au début des années 1960, puis un régime autoritaire et policier à partir de 1964, permet de rendre encore plus visibles les tensions existant entre politique et culture.

- 3 Dans un premier temps, nous étudierons la manière dont les politiques culturelles extérieures de la RFA et de la France se sont mises au service des enjeux diplomatiques de l'époque de la guerre froide. Dans un second temps, il s'agira d'analyser les difficultés auxquelles a été confrontée cette instrumentalisation de la culture par la diplomatie dans le contexte du régime brésilien. Enfin, nous comparerons plus spécifiquement les pratiques des instituts culturels allemands et français au Brésil, afin de cerner de façon différenciée l'influence des idées progressistes sur les diplomaties culturelles. Cette étude se fonde essentiellement sur la consultation des archives diplomatiques allemandes et françaises des centres de Berlin, Paris et Nantes, ainsi que des archives fédérales allemandes à Coblenz².
- 4 Tout d'abord, rappelons que la guerre froide a eu de forts retentissements dans le domaine de la culture. De nombreuses études historiques ont montré que la culture a été instrumentalisée par les deux blocs, que ce soit par le biais de la diplomatie culturelle de l'URSS, de ses pays satellites ou par le biais d'organismes nord-américains financés secrètement par la CIA, comme le Congrès pour la liberté de la culture³. La prise d'influence politique sur les artistes et les intellectuels devait en effet permettre une diffusion des idéologies plus discrète et efficace que celle de la propagande politique classique. La RFA, qui se situait au cœur de la guerre froide, tant géographiquement que politiquement, n'a pas été épargnée par ce phénomène. Certes, la refondation du service culturel (*Kulturabteilung*) du ministère des Affaires étrangères en 1951 s'est basée sur le principe d'une stricte séparation entre culture et communication politique, afin de marquer la rupture avec la propagande du III^e Reich⁴, mais ce principe n'a pas été appliqué avec rigueur. Du côté français, la guerre froide a eu une influence bien moindre sur la politique culturelle extérieure, en raison de la place plus marginale de la France dans le conflit Est-Ouest. Toutefois, on évoquera ici le cas d'une « autre guerre froide », qui a marqué la diplomatie culturelle au début des années 1960 : la lutte contre la reconnaissance de l'indépendance algérienne à l'étranger.
- 5 Que la diplomatie culturelle ouest-allemande ne soit pas restée étrangère à la logique de la guerre froide, l'exemple brésilien le montre bien. Pendant les années 1950, l'engagement culturel de la RFA au Brésil est resté modeste. Le Brésil était en effet dans l'orbite directe des États-Unis et soutenait inconditionnellement la RFA dans son affrontement avec la RDA. Les choses changent cependant à partir de 1961. Le nouveau président brésilien, João Quadros, redéfinit la politique étrangère brésilienne en la dissociant de celle des États-Unis et en plaçant au premier plan les intérêts économiques du Brésil. Ce nouveau pragmatisme diplomatique s'illustre dans l'établissement de liens privilégiés avec Cuba et l'amorce de relations diplomatiques avec plusieurs pays de l'Est⁵. Mais lorsque le président Quadros, en mai 1961, envoie en

Allemagne de l'Est un émissaire spécial, João Dantas, pour sonder les possibilités d'un rapprochement commercial, voire politique, entre les deux pays, c'en est trop pour la RFA. Le gouvernement ouest-allemand parvient à empêcher les négociations en menaçant d'appliquer la doctrine Hallstein, c'est-à-dire de rompre les relations diplomatiques en cas de reconnaissance de la RDA⁶. À partir de cette date, néanmoins, la RFA met en branle une politique beaucoup plus active à l'égard du Brésil : elle lui accorde d'importants crédits d'aide au développement, entreprend de régler les contentieux hérités de la seconde guerre mondiale, et relance son action culturelle. Des moyens exceptionnels sont débloqués pour soutenir les associations culturelles ouest-allemandes au Brésil et intensifier les activités linguistiques et universitaires⁷. Le nombre de manifestations culturelles envoyées par la RFA – concerts, projections de cinéma, expositions d'arts plastiques – double entre 1961 et 1967⁸. Par ailleurs, les diplomates ouest-allemands observent de très près la politique culturelle menée par la RDA au Brésil, et réussissent à plusieurs reprises à faire interdire ses activités par le gouvernement brésilien. Enfin, le service culturel de l'ambassade ouest-allemande à Rio organise des expositions photographiques sur le Mur de Berlin afin d'attirer l'attention sur les exactions commises par les autorités est-allemandes dans leur secteur. Des répliques grandeur nature sont même montées dans plusieurs villes du Brésil⁹. À la fin des années 1960, cependant, dans le contexte de la politique d'ouverture à l'Est du chancelier W. Brandt, l'instrumentalisation de la culture à des fins de confrontation idéologique est largement freinée. La consigne n'est plus de lutter contre la présence culturelle de la RDA au Brésil, mais d'accepter celle-ci et simplement de la concurrencer. Cette réorientation est certes liée à une volonté de détente, mais conduit paradoxalement à un durcissement de l'affrontement culturel. En effet, jusqu'à la signature du traité fondamental entre les deux Allemagne, en 1972, la RDA développe une politique culturelle très active afin de se démarquer de la RFA (*Abgrenzungspolitik*)¹⁰.

- 6 De son côté, la diplomatie culturelle française est beaucoup moins déterminée par la guerre froide que celle de la RFA, même si la rivalité entre les deux camps permet à la « troisième voie » française de se profiler comme une alternative, notamment dans le Tiers Monde. Beaucoup plus que la confrontation Est-Ouest, c'est la guerre d'Algérie qui imprime sa marque sur la politique culturelle extérieure française au début des années 1960. De la même manière que les diplomates ouest-allemands sont à l'époque obnubilés par le spectre de la reconnaissance de la RDA en droit international, les diplomates français ont pour tâche principale d'empêcher le gouvernement auprès duquel ils sont accrédités de « mal » voter à l'ONU sur la question algérienne¹¹. La politique culturelle extérieure française est également investie de ce rôle. Lors d'une visite au Brésil en 1959, le ministre des Affaires culturelles Malraux propose un vaste programme d'échanges culturels bilatéraux, destinés à flatter le gouvernement brésilien et à obtenir de lui un vote à l'ONU favorable à la France¹². En opposition à la visite malrucienne, celle de l'écrivain J.-P. Sartre, l'année suivante, vise au contraire à promouvoir l'indépendance de l'Algérie. Sartre se pose explicitement en anti-Malraux, en contre-ministre de la Culture¹³. Ses séries de conférences polémiques, de Rio à Recife, mettent en évidence la division qui traverse la France de l'époque, division qui ne concerne pas l'axe Est-Ouest, comme dans le cas de l'Allemagne, mais l'axe Nord-Sud.
- 7 Dans la première moitié des années 1960, les diplomaties culturelles ouest-allemande et française sont ainsi fortement empreintes des enjeux diplomatiques dominants de leur époque : guerre froide côté allemand, guerre d'Algérie côté français. Avec la signature

des accords d'Évian en 1962 et l'apaisement des inquiétudes ouest-allemandes quant à une reconnaissance diplomatique de la RDA par le Brésil, ces enjeux deviennent moins aigus dès le milieu des années 1960. Il faut dire que la situation politique du Brésil s'est radicalement transformée : en 1964, le président travailliste João Goulart a été renversé par un coup d'État militaire qui a installé au pouvoir un régime autoritaire profondément anticommuniste, propre à rassurer la RFA. Le nouveau président, le général Castelo Branco, met en place une batterie de mesures visant à rétablir l'économie brésilienne. Le redressement du pays, bientôt surnommé « miracle économique brésilien », confère au Brésil un poids stratégique nouveau sur l'échiquier mondial. Ainsi, dorénavant, les politiques culturelles extérieures se mettent au service des relations commerciales bilatérales. Rapidement, la RFA devient le deuxième partenaire commercial du Brésil, après les États-Unis. Elle intensifie sa diplomatie culturelle au Brésil afin que celle-ci reflète l'étroitesse des liens économiques. Du côté français, l'action culturelle est également relancée, quoi qu'avec retard. De grandes expositions industrielles française et ouest-allemande sont organisées en 1971 à São Paulo, assorties de programmes culturels ambitieux par lesquels la France et la RFA se livrent une âpre concurrence¹⁴.

- 8 Dans ce contexte, encore une fois, la culture acquiert un rôle de servante des politiques extérieures. Toutefois, ce rôle est progressivement remis en question. La collaboration des gouvernements français et ouest-allemand avec le régime militaire brésilien est décriée par les opinions publiques françaises et ouest-allemandes. Les presses nationales, au premier rang desquels *Le Monde*, *Le Monde diplomatique*, le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et l'hebdomadaire *Der Spiegel*, dénoncent l'usage de la torture au Brésil, le musèlement de l'information, la répression subie par les prêtres réformateurs¹⁵. Dans la deuxième moitié des années 1960, les milieux progressistes européens se rassemblent autour des idéaux révolutionnaires internationalistes et tiers-mondistes. Or les manifestations antibrésiennes organisées en Europe à l'initiative, notamment, des exilés politiques brésiliens, suscitent l'irritation du gouvernement brésilien¹⁶. Celui-ci décide de limiter le nombre des événements culturels brésiliens organisés en Europe afin d'éviter les mouvements de protestation¹⁷. Mais il ne peut empêcher, en 1969 et 1971, le boycott de la Biennale d'art contemporain de São Paulo. L'initiative est née à Paris, d'un collectif d'artistes français et de réfugiés brésiliens, et elle essaime partout dans le monde : les artistes hollandais, belges, suédois, espagnols, états-uniens et mexicains se joignent au boycott français pour réclamer le rétablissement de la liberté d'expression au Brésil¹⁸.
- 9 Dans ce contexte, les acteurs des diplomaties culturelles française et ouest-allemande sont pris en étau entre deux exigences contradictoires. D'une part, les diplomates sont soumis à un devoir de réserve lié au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État souverain. Ainsi l'usage de la torture au Brésil ne sera-t-il jamais dénoncé par les gouvernements de France ou de RFA. Mais le fait que les intérêts économiques de ces deux pays soient devenus cruciaux au Brésil explique aussi ce silence. D'autre part, les acteurs culturels tolèrent de moins en moins la mise au pas de la culture. Les directeurs d'instituts culturels étrangers ont désormais peu de marge de manœuvre pour présenter des pièces politiques ou des conférences critiques au Brésil. Ils sont soumis à la censure et parfois même à la répression policière. Le directeur de l'Institut Goethe de Belo Horizonte est placé sous les verrous pour activités subversives, celui de Salvador finira par être accusé d'accointances avec la guérilla urbaine avant d'être muté en Inde¹⁹. Certes, les ambassades mettent en valeur le principe selon lequel

la diplomatie culturelle doit permettre à un pays en dictature de conserver un espace de liberté d'expression. Elles soutiennent certaines initiatives courageuses : ainsi peut-on citer la mise en scène de pièces politiques, comme celle basée sur les *Guerres Picrocholines* de Rabelais, présentée à la Maison de France de Rio en 1969²⁰, ou les pièces de P. Handke et P. Weiss mises en scène dans les instituts Goethe du Brésil en 1973 et 1974²¹. Mais les exemples d'autocensure pratiquée par les ambassades de RFA et de France sont beaucoup plus nombreux. Pour ne pas blesser la susceptibilité du gouvernement brésilien, les consulats de RFA interdisent par exemple aux instituts culturels de débattre de la pièce *Le Vicair*, de R. Hochhut, qui met en cause la responsabilité de l'Église catholique dans la Shoah²². Dans le domaine cinématographique, également, l'autocensure entraîne l'annulation de festivals du film allemand prévus par les Instituts Goethe²³. Enfin, en matière artistique, la préférence est donnée aux expositions d'art abstrait, moins sujettes au discours politique que la figuration.

- 10 La prudence des diplomates allemands et français, en matière culturelle, suscite l'aversion d'une partie des directeurs d'instituts. Les directeurs d'Instituts Goethe, pour la RFA, et d'Alliances françaises, pour la France, ne sont ni des diplomates, ni non plus des acteurs culturels à proprement parler. Ce sont des médiateurs. Et pourtant, plusieurs d'entre eux choisissent l'engagement pour la culture au détriment des intérêts diplomatiques immédiats. Se plaçant du côté d'une vision progressiste de l'action culturelle, conçue comme offre artistique, intellectuelle et citoyenne au service de la population d'accueil et non des intérêts du pays d'envoi, ils s'érigent contre l'instrumentalisation de la culture. Toutefois, il existe de ce point de vue de fortes différences entre les pratiques des directeurs d'Instituts Goethe et celles des directeurs d'Alliances françaises. La tendance progressiste est en effet beaucoup plus marquée chez les premiers que chez les seconds.
- 11 Tout d'abord, il faut rappeler que la diplomatie culturelle de la RFA a connu au tournant des années 1970 une sorte de révolution copernicienne qui l'a placée à l'avant-garde dans le monde. Sous l'influence de W. Brandt, ministre puis chancelier social-démocrate, la culture a été placée sur un pied d'égalité avec les branches politique et économique de la diplomatie. En 1970, le ministère des Affaires étrangères s'est fixé de nouveaux principes directeurs (*18 Leitsätze für die auswärtige Kulturpolitik*)²⁴, qui se ramènent essentiellement à trois : tout d'abord l'élargissement du concept de culture, soit le fait que la définition de la culture ne se limite plus à la langue, à la science et aux beaux-arts mais s'étende au sport, à l'urbanisme, au champ politique et plus largement à tous les aspects de la vie sociale. Le second principe est celui de la priorité donnée aux relations intersociétales, c'est-à-dire aux échanges directs entre les populations et non plus uniquement entre gouvernements. Le troisième principe, enfin, exige que les relations culturelles ne se fassent plus en sens unique, par exemple de la RFA vers le Brésil, mais s'inscrivent dans une réelle réciprocité. La RFA est la première nation occidentale à se doter de ces nouveaux principes, qui ne seront adoptés en France qu'au début des années 1980, sous l'effet du rapport Rigaud²⁵. Et pourtant, aux yeux des directeurs d'Instituts Goethe, la ligne réformatrice de la politique culturelle extérieure reste insuffisante, notamment en matière de réciprocité des échanges²⁶. Au Brésil, ils mettent donc en place une programmation culturelle qui s'émancipe de la bienséance diplomatique. Dans la mesure du possible, ils font jouer des pièces de Brecht, invitent des conférenciers en délicatesse avec le régime, projettent des films engagés du festival de court-métrage d'Oberhausen²⁷. Se mettant au service du développement culturel du

pays, ils proposent des séminaires et formations pour futurs projectionnistes ou comédiens, financent des coproductions entre musiciens allemands et brésiliens. Coupant parfois presque les relations avec les diplomates, ils se mettent en porte-à-faux avec leur institution de tutelle, l'Institut Goethe de Munich. Ainsi, un véritable conflit éclate en 1970-1971 entre les jeunes directeurs d'Instituts Goethe du Brésil et leur hiérarchie munichoise, laquelle est proche du ministère et freine les projets des directeurs d'instituts²⁸.

- 12 On ne retrouve pas ces idéaux internationalistes dans les Alliances françaises. En règle générale, les Alliances sont même franchement conservatrices. À l'exception des établissements de Rio et São Paulo, elles se caractérisent par un élitisme qui tend à rendre les manifestations culturelles assez confidentielles. De l'aveu même du secrétaire général de l'Alliance française à Paris, Marc Blancpain, les Alliances ressemblent souvent à des « sociétés secrètes²⁹ ». Lors des rares manifestations culturelles, les portes ne sont souvent ouvertes qu'aux membres participants, à l'exclusion même des étudiants des cours de langues de l'Alliance. Les événements culturels sont eux-mêmes de type mondain : bals, causeries, excursions, défilés folkloriques, apéritifs dominicaux, réunions dansantes³⁰. L'enseignement du français, qui est pourtant la spécialité de l'Alliance française, peine à se réformer du fait des résistances aux nouvelles méthodes d'apprentissage du français (aux méthodes audiovisuelles, par exemple). En revanche, l'action des Alliances françaises de Rio et São Paulo s'apparente davantage à celle des Instituts Goethe : elles possèdent leurs propres compagnies de théâtre, des ciné-clubs ouverts sur la ville, et sont en dialogue étroit avec le tissu artistique local. Plus encore, la Maison de France, qui dépend directement de l'ambassade de France à Rio, propose une programmation théâtrale et cinématographique d'avant-garde³¹. Ses orientations progressistes, d'ailleurs, lui vaudront en juillet 1968 un incendie criminel perpétré par un groupe paramilitaire d'extrême-droite³².
- 13 En conclusion, pour étudier l'impact du progressisme dans les politiques culturelles extérieures de la période de guerre froide, il faut donc distinguer entre plusieurs aspects. Si l'on se place du point de vue central, celui des acteurs diplomatiques, la perspective est assez similaire du côté ouest-allemand et du côté français. Certes, les enjeux sont différents pour ces deux pays, car les conflits Est-Ouest et Nord-Sud marquent inégalement les politiques extérieures de la RFA et de la France. Mais le rôle attribué à la culture est bien, ici, de servir les objectifs principaux de la diplomatie, qu'ils soient politiques ou économiques. Cependant, si l'on se place cette fois du point de vue des directeurs d'instituts culturels, à l'échelle locale, la fonction de l'action culturelle apparaît différente. À partir du milieu des années 1960, les thèses progressistes imprègnent de façon croissante les sociétés française et ouest-allemande. Le monde culturel s'érige en contre-pouvoir de la *Realpolitik*. Mais alors que du côté ouest-allemand, les Instituts Goethe se révèlent perméables aux idées réformistes, les Alliances françaises ne recherchent majoritairement ni l'ouverture ni le changement. Quoi qu'il en soit, le chapitre du progressisme en diplomatie culturelle est de courte durée. Il ne survit pas à l'essoufflement du mouvement de protestation issu de 1968. Dès le début des années 1980, en RFA, la politique culturelle extérieure reprend un tour beaucoup plus traditionnel, sous l'influence du gouvernement chrétien-démocrate d'Helmut Kohl. Du côté français, les Alliances françaises évoluent, certes. Mais elles

restent aujourd'hui encore, dans bien des cas, réservées à une élite locale possédante et cultivée, qui continue de fêter le 14 juillet à grands renforts de *French Cancan*³³.

NOTES

1. Ministère des Affaires étrangères (dir.), *Diplomates écrivains* [exposition], Paris, ministère des Affaires étrangères, 1962. Le ministère des Affaires étrangères a également organisé en mai 2011 un colloque intitulé « écrivains diplomates ».
2. Les sigles utilisés sont les suivants : PA AA = Politisches Archiv des Auswärtigen Amts ; MAE-P = direction des archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères à Paris ; CADN = centre d'archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères à Nantes ; BAK = Bundesarchiv Koblenz.
3. R. Frank (dir.), « Diplomatie et transferts culturels au xx^e siècle », numéro spécial de *Relations internationales*, n° 115, automne 2003 ; S. J. Whitfield, *The Culture of the Cold War*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1996 ; D. Caute, *The Dancers Defects. The Struggle for Cultural Supremacy during the Cold War*, Oxford, University Press, 2003 ; J.-F. Sirinelli et G.-H. Soutou (dir.), *Culture et Guerre froide*, Paris, PUPS, 2008 ; P. Grémion, *L'intelligence et l'anticommunisme : le Congrès pour la liberté de la culture 1950-1975*, Paris, Fayard, 1995.
4. C. Defrance, « La politique culturelle extérieure de la RFA au service de la diffusion d'une nouvelle image de soi à l'étranger (1949-1969) », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, n° 40/3, 2008, p. 367-380.
5. Le Brésil nouera en effet des relations diplomatiques avec la Yougoslavie, la Pologne, la Tchécoslovaquie en 1961, puis avec l'URSS, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie en 1962.
6. I. Oliveira, *Außenpolitik und Wirtschaftsinteresse in den Beziehungen zwischen Brasilien und der Bundesrepublik Deutschland 1949-1966*, Francfort-sur-le-Main, Peter Lang, 2005, p. 215 ; M. Bandeira, *O milagre alemão e o desenvolvimento do Brasil. As relações da Alemanha com o Brasil e a América latina (1949-1994)*, São Paulo, Editora Ensaio, 1994, p. 151-153.
7. PA AA, B 97-249, 600/0-91-/61 (Islebe), 06.02.1961, an Referat 600 (LR I Dr. Langer), Betr. Kommunistische Gefahr in Lateinamerika.
8. PA AA, B 90-300, Auswärtiges Amt (Ref. 600), Aufzeichnung vom 12.06.1961, « Kulturelle Arbeit in den Entwicklungsländern (Bildungshilfe) ».
10. H. Lindemann et K. Müller, *Auswärtige Kulturpolitik der DDR. Die kulturelle Abgrenzung der DDR von der Bundesrepublik Deutschland*, Bonn/Bad Godesberg, Verlag Neue Gesellschaft, 1974, p. 25 ; C. Defrance, « Politiques et relations culturelles extérieures. Concurrence et interdépendance entre RFA et RDA », dans J.-P. Cahn et U. Pfeil, *Allemagne 1961-1974*, ouvr. cité, p. 113-122.
11. A. Grosser, *L'Allemagne en Occident*, Paris, Fayard, 1985, p. 249.
12. MAE-P, DGRCSST, Cabinet DG, 1948-1968, n° 33, Roger Seydoux (DGACT), 17.03.1959, à M. J. Jaujard. J. Lacouture, *Malraux : une vie dans le siècle*, Paris, Seuil, 1973, p. 376.
13. CADN, Poste Rio B, n° 24, ambass. B. Hardion au min. Couve de Murville, 2.09.1960, Séjour de Jean-Paul Sartre au Brésil ; J. Guérin, « Malraux et Sartre ou l'art et la manière de s'engager », dans Ch. Moatti et D. Bevan (dir.), *André Malraux...*, ouvr. cité, p. 181-185.
14. CADN, Poste Rio B, n° 49, ambass. Dessaux au min. Schumann, 14.04.1971, Environnement culturel de l'exposition française de São Paulo.

15. E. Garot, « Le Brésil des militaires à travers le regard français, 1964-1976 », *Cahiers du Brésil contemporain*, 1994, n°s 23-24, p. 146-163 ; J.-P. Picaper, « Le Brésil : terre d'élection des capitaux allemands », *Documents. Revue des questions allemandes*, 1972, mai-juin, n° 3, p. 104-106.
16. CADN, Poste Rio B, n° 47, chargé d'affaires P. Dessaux au ministre Schumann, 17.07.1970, Manifestations d'exilés brésiliens dans l'Église de Saint-Germain-des-Prés.
17. PA AA, B 97-618, Bot. Brasilia (Ku 600.50/393/73), 2.04.1973, an das AA, Betr. Kulturpolitischer Jahresbericht, p. 13.
18. CADN, SEA 1922-73, n° 10-1039, Luís Rodolpho, « Non à la Biennale de São Paulo », dans *Segundo caderno*, 11.07.1969.
19. R. Schaffner, *Denkwürdige transkulturelle Fremdgänge*, Schweinfurt, Wiesenburg Verlag, 2009, p. 129.
20. CADN, SEA 1922-73, n° 7-470, chargé d'affaires Ph. Olivier au min. Schumann, 24.09.1969, Tournée dramatique de la troupe « L'Aquarium ».
21. PA AA, B 97-539, Bot. Brasilia (Ku 630.35/863/73), 10.08.1973, an das AA, Betr. Gastspiel der Theatergruppe Gomez. BA, B 307, Nr. 190, Goethe-Dozentur Rio (H. Turtur), Jahresbericht 1973.
22. BAK, B 307, Nr. 190, Goethe-Dozentur São Paulo (D. Noack), 21.12.1965, Jahresbericht 1965.
23. PA AA, B 95-1491, Fernschreiben aus Bot. Rio (Nr. 334) vom 17.09.1969, an das AA (Ref. ZB 6).
24. Le texte des Leitsätze für die auswärtige Kulturpolitik a été publié en annexe à deux ouvrages : H. Peisert, *Die auswärtige Kulturpolitik der BRD*, Stuttgart, Klett Verlag, 1978 ; H. Arnold, *Kulturexport als Politik? Aspekte auswärtiger Kulturpolitik*, Tübingen/Basel, Erdmann, 1976.
25. J. Rigaud, *Les relations culturelles extérieures. Rapport au ministère des Affaires étrangères*, Paris, la Documentation française, 1980.
26. BAK, B 307, Nr. 258, Fred Mensdorf (Goethe-Dozentur São Paulo), Erfahrungsbericht, März-Aug. 1971.
27. BAK, B 307, Nr. 189 und 190, Jahresberichte der Goethe-Dozenturen in Brasilien.
28. BAK, B 307, Nr. 620, Nr. 242, Nr. 560, Nr. 615.
29. Alliance française, *Bulletin mensuel d'information*, n° 28, avril 1963.
30. Alliance française, *Bulletins mensuels d'information*, 1961-1973.
31. CADN, SEA 1922-73, n° 5-161, Ambassade de France au Brésil, service culturel, 24.12.1964, Rapport général d'activité.
32. CADN, SEA 1922-73, n° 7-313, Note de l'ambassade de France, 26.07.1968, Protestation contre le théâtre de la Maison de France.
33. E. Lanoë, « Goethe et Marianne sous les tropiques : les politiques culturelles allemande et française au Brésil en 2008-2009 », dans *Allemagne d'aujourd'hui*, 19.02.2010, p. 137-151.

RÉSUMÉS

Doctorante en 4^e année sous la direction de J. Vaillant à l'université Lille 3, je travaille sur les politiques culturelles extérieures de la RFA et de la France au Brésil (1961-1973). Ma recherche vise à comparer la manière dont ces deux pays européens ont projeté au Brésil une image de soi et une compréhension de leur culture alors en pleine mutation. La période choisie embrasse en effet, du côté français, une tendance au déclin due à la déconfiture de 1940 et à la perte de l'Empire colonial, que la diplomatie culturelle tente de contrebalancer en promouvant la langue et la culture françaises à l'étranger. Du côté allemand, elle correspond à une période de mutation

non moins décisive, au cours de laquelle la RFA, malgré le handicap de la division allemande, quitte peu à peu son statut de vaincu pour reprendre une place importante sur la scène internationale tant par son miracle économique que par la consolidation de sa culture démocratique. L'Amérique latine, quant à elle, acquiert un rôle essentiel à l'époque : suite à la Révolution cubaine de 1959, elle devient l'un des enjeux de la guerre froide. Les pays européens marquent un intérêt croissant pour le sous-continent, intérêt motivé à la fois par le souci de préserver le *statu quo* politique et celui de s'assurer des marchés dans un espace commercial en pleine expansion. Dans ce contexte, les diplomaties culturelles française et ouest-allemande acquièrent une fonction instrumentale – protéger et approfondir les relations avec l'Amérique latine – que contestent les cercles culturels dits « progressistes », qui plaident quant à eux pour des échanges culturels transnationaux affranchis des enjeux diplomatiques.

Je propose donc une communication axée sur cette contradiction immanente aux diplomaties culturelles des années 1960, entre subordination à la *Realpolitik* et exigence d'autonomie. Dans mon exposé, je traiterai de ce double aspect de manière comparative, la problématique s'étant posée de façon très différente en RFA et en France. Du côté ouest-allemand, la politique culturelle extérieure a connu autour des années 1969-1971 une sorte de révolution copernicienne, par l'inversion des termes de l'échange culturel (introduction du principe de réciprocité, l'élargissement du concept de culture, etc.). Ceci peut laisser croire que la diplomatie culturelle fédérale a été beaucoup plus perméable que celle de la France aux évolutions de son temps. Mais peut-on véritablement parler de l'introduction d'une « diplomatie culturelle progressiste » ? Qu'en a-t-il été de sa mise en pratique dans un pays marqué par la dictature, comme au Brésil ? Les enjeux de la guerre froide ont-ils pu rester écartés des échanges culturels ?

Ich bin Doktorandin unter der Betreuung von Herrn Prof. Dr. Vaillant an der Universität Lille. Mein Forschungsthema gilt den auswärtigen Kulturpolitiken der BRD und Frankreichs von 1961 bis 1973 am Beispiel Brasiliens. Ich vergleiche nämlich die deutsche und die französische Art der Selbstdarstellung im Ausland, zu einer Zeit, wo das kulturelle Leben in beiden Ländern im raschen Wandel begriffen war. Frankreich erlebte im Zuge der Niederlage von 1940 und des Verlustes seiner Kolonialmacht eine Krise des politischen Prestiges. Diesen Prestigeverfall sollte die auswärtige Kulturpolitik zu kompensieren helfen, indem die Verbreitung der französischen Sprache und Kultur im Ausland unterstützt wurde. Auf deutscher Seite war der Zeitraum 1961-1973 nicht weniger entscheidend, denn trotz der deutschen Teilung und der noch unvollkommenen Staatssouveränität überwand damals die BRD den Status des Besiegten. Sie erlang auf internationaler Ebene eine wichtige Stellung sowohl durch ihr „Wirtschaftswunder“ wie durch die Vertiefung ihrer Demokratie. Zu jener Zeit wurde auch Lateinamerika eine Schlüsselrolle zu Teil, denn seit der Kubarevolution vom Jahre 1959 war der Subkontinent ein neues Feld des Ost-West-Konfliktes geworden. Die westlichen Regierungen widmeten ihm ein wachsendes Interesse, weil sie am politischen *Status Quo* festhalten und in diesem wachsenden Wirtschaftsraum neue Märkte erringen wollten. In diesem Zusammenhang erhielten die deutsche und französische Kulturdiplomaten eine instrumentelle Funktion: die Beziehungen zu Lateinamerika zu schützen und zu vertiefen. Aber gegen diese Funktion protestierten „progressive“ Kulturkreise, die ihrerseits für transnationale Kulturaustausche jenseits der diplomatischen Fragestellungen plädierten: vor allem Künstler, aber auch Leiter von Kulturinstituten.

In meinem Vortrag werde ich den Widerspruch zwischen diplomatischer Funktion und Anspruch auf Autonomie der auswärtigen Kulturpolitik besprechen. Dieser Frage möchte ich komparativ nachgehen, denn sie hat sich auf deutscher und französischer Seite unterschiedlich entwickelt. Die westdeutsche Kulturdiplomatie hat nämlich um die Jahre 1969-1971 eine Art Kopernikanische Revolution erlebt, und zwar durch die Infragestellung der vormaligen Selbstdarstellung durch neue Prinzipien – Gegenseitigkeit des Kulturaustauschs, Erweiterung des Kulturbegriffs. Die

westdeutsche Kulturdiplomatie scheint in diesem Sinne den Veränderungen der Zeit viel offener gewesen zu sein als die französische, die in der Regel relativ klassisch blieb. Die Haltung der deutschen und französischen Kulturinstitutsleiter gegenüber dem brasilianischen Militärregime war auch unterschiedlich. Und dennoch: kann von einer „progressiven“ westdeutschen Kulturdiplomatie gesprochen werden? Wie hat sie sich im schwierigen kulturellen Klima der Zensur und der Repression behaupten können? Konnten die diplomatischen Prioritäten des Kalten Krieges wirklich aus dem Spiel gelassen und Kultur als autonomes Feld betrieben werden?

INDEX

Schlüsselwörter : Kulturpolitik, Kulturdiplomatie, Frankreich, Bundesrepublik Deutschland, Kalter Krieg, Brasilien, Goethe-Institut, Alliance Française

Mots-clés : politique culturelle extérieure, diplomatie culturelle, France, RFA, Brésil, guerre froide, progressisme, Institut Goethe, Alliance française

AUTEUR

ELISE LANOË

Université Lille 3